

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 22 juin 2017

Adresse postale

Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Départementale de
Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Départementale de Vaucluse
Cité Administrative
Bâtiment 1 - Porte A
Avenue du 7è Génie
84000 AVIGNON

Affaire suivie par :

Tél. : 04.88.17.89.33. – **Fax :** 04.88.17.89.48.

P2 – N° S3IC : 064-00428
D-0116-2017-UD84-Sub1

Rapport de l'inspection des installations classées

OBJET : Société MÄDER COMPOSITES FRANCE à Sorgues.
Incendie survenu le 17 juin 2017.

RÉF. : Courrier de l'exploitant du 21 juin 2016.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

1 – Présentation de l'établissement et objet du rapport

La société Mäder Composites France exploite sur le territoire de la commune de Sorgues un établissement spécialisé dans la fabrication de résines utilisées dans la préparation de peintures et de vernis électrotechniques. Pour ces activités, elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 4 juin 2008.

Le 17 juin 2017, vers 7h15, un incendie s'est déclaré sur le stockage extérieur de matières premières et produits finis inflammables, situé en limite Nord du site. L'alerte aux pompiers a été donnée par le personnel présent sur site, qui n'a pas pu intervenir avec les moyens d'extinction internes de l'établissement, en raison du fort mistral qui a très vite propagé l'incendie. De très importants moyens ont été mis en place par les pompiers. L'incendie a été circonscrit vers 11 heures, il a été maintenu à l'intérieur du site, au niveau du stockage. À noter toutefois, la projection de quelques fûts (4 ou 5), dont un au moins à l'extérieur du site, sur l'emprise de l'entreprise voisine (société de transport).

Selon l'exploitant, le feu aurait démarré au niveau d'un GRV (d'une capacité d'un mètre cube) qui contenait des rebuts de fabrication (polyesters insaturés) issus de l'atelier E, dans lequel sont fabriqués les vernis électrotechniques. L'exploitant pense que les fortes chaleurs de ces derniers jours auraient provoqué un début de réaction de polymérisation, entraînant une auto-combustion du GRV. L'origine de l'incendie reste à confirmer par l'enquête de gendarmerie.

Dans le cadre de cet accident, l'Inspection des installations classées a procédé à deux visites, les 17 et 19 juin.

2 – Visite d'inspection du 17 juin 2017

Au cours de cette visite, l'Inspection a constaté que les eaux d'extinction incendie (environ 200 m³) ont été confinées à l'intérieur du site, dans le bassin de confinement dédié (d'une capacité de 250 m³).

Sous le stockage incendié se trouve un bassin recueillant les eaux pluviales (EP) de toiture de l'entrepôt. Ce bassin est relié au bassin d'eaux pluviales (d'infiltration) de la ZI du Fournale, situé en limite Ouest du site Mäder. Au départ de l'incendie, par précaution, les vannes d'isolement de ce bassin enterré ont été fermées afin d'éviter tout risque de déversement vers le milieu extérieur. Malgré cela, les pompiers ont constaté le déversement d'eaux (quelques m³ a priori d'après les pompiers) dans le bassin de la zone industrielle, via une des canalisations d'alimentation du bassin. Ils ont alors placé un obturateur sur la canalisation en question. À ce stade, il subsiste des doutes quant à l'origine des eaux qui se sont déversées dans le bassin de la ZI pendant l'incendie, l'exploitant ayant indiqué à l'Inspection que la canalisation obturée par les pompiers n'est pas celle qui relie le bassin d'infiltration au bassin EP enterré de l'établissement Mäder.

À l'issue de ces constats, l'Inspection a demandé à l'exploitant de :

- procéder sans délai au pompage des eaux d'extinction collectées dans le bassin interne de l'établissement, afin de recouvrer rapidement la capacité maximale de rétention ;
- procéder sans délai au pompage des eaux présentes dans le fond du bassin d'infiltration de la ZI, dans la mesure où des eaux d'extinction sont susceptibles d'avoir été rejetées dans le bassin d'infiltration ;
- prélever des échantillons d'eau à la fois dans le bassin interne de confinement et dans le bassin d'infiltration de la ZI.

3 – Visite d'inspection du 19 juin 2017

Au cours de cette visite, l'Inspection a constaté que :

- environ 60 m³ d'eaux d'extinction avaient été pompées et évacués en destruction à l'extérieur (sur les 200 m³ collectés). L'exploitant a indiqué que les opérations de pompage devaient se poursuivre dans les jours à venir ;
- les eaux collectées dans le bassin d'infiltration de la ZI (environ 8 m³) avaient été pompées (en priorité par rapport aux eaux du bassin interne de confinement) et stockées en GRV sur le site, dans l'attente de leur caractérisation et de leur évacuation à l'extérieur dans une filière adaptée ;
- l'ensemble des bâtiments de production et l'entrepôt n'avaient subi aucun dommage, notamment le bâtiment de l'atelier E situé au plus près de l'incendie (à l'exception de deux climatiseurs situés sur la façade Nord, endommagés par les suies générées par l'incendie) ;
- deux containers, d'une capacité unitaire d'1 m³, contenant les rebuts de fabrication (polyesters insaturés) présumés à l'origine de l'incendie, étaient stockés à proximité du bâtiment de l'atelier E. Ces rebuts sont des déchets destinés à être éliminés à l'extérieur du site.

D'autre part, l'exploitant a informé l'Inspection que suite à la coupure des utilités au moment de l'accident, les réactions en cours dans les différents réacteurs avaient été interrompues, et que les encours de fabrication se trouvaient toujours à l'intérieur des réacteurs.

À l'issue de cette visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant de :

- procéder à l'évacuation des deux containers contenant des rebuts de fabrication identiques à ceux présumés à l'origine de l'incendie ;
- lui adresser dans les meilleurs délais un rapport d'accident, conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, dans lequel figureront notamment :
 - la liste des produits qui étaient stockés sur l'aire de stockage incendiée ;
 - les mesures prises pour la gestion des eaux d'extinction d'incendie ;
 - les mesures envisagées pour l'évacuation des déchets générés par l'incendie (cette évacuation devra se faire dans les plus brefs délais, après accord du service d'identification criminelle de la gendarmerie) et pour la remise en service de l'aire de stockage ;
 - les mesures envisagées afin d'évaluer/quantifier l'impact environnemental des fumées générées par l'incendie ;
- lui faire connaître les conditions envisagées pour le redémarrage de ses installations, en précisant notamment :
 - les contrôles et les tests qu'il envisage de mettre en œuvre afin de s'assurer de la disponibilité et du bon fonctionnement des équipements (dont les équipements de sécurité), ainsi que des moyens de détection et de défense incendie ;
 - les dispositions envisagées pour pallier l'indisponibilité du stockage extérieur Nord ;
 - les dispositions envisagées pour le stockage des rebuts de fabrication de l'atelier E, présumés à l'origine de l'incendie ;
- procéder aux analyses des échantillons d'eaux collectées dans le bassin interne de confinement, et au fond du bassin d'infiltration de la ZI ;
- dans la mesure où des eaux d'extinction sont susceptibles d'avoir été rejetées dans le bassin d'infiltration, procéder à des prélèvements et analyses de sols au fond de ce bassin ;
- réaliser des prélèvements et analyses d'eau souterraine sur l'ensemble des piézomètres du site, afin d'écarter une pollution éventuelle de la nappe.

Par courrier du 21 juin 2017 en pièce jointe de ce rapport, l'exploitant a fait connaître les conditions qu'il envisage pour le redémarrage de ses installations.

4 – Propositions de l’Inspection des installations classées

Nous proposons à Monsieur le Préfet de Vaucluse d’acter dans un arrêté préfectoral complémentaire les conditions de redémarrage des installations proposées par l’exploitant, de nature à garantir le respect des intérêts visés à l’article L. 511-1 du code de l’environnement.

Nous proposons également d’acter dans cet arrêté complémentaire, les différentes demandes de l’Inspection lors de sa visite du 19 juin 2017, relatives à la gestion post-accidentelle.

À cet effet, un projet d’arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires est joint au présent rapport.

Étant donné la nécessité économique de redémarrer rapidement les installations de production, et conformément aux dispositions de l’article R. 181-45 du code de l’environnement, nous proposons de ne pas soumettre ce projet d’arrêté à l’avis du CODERST. Nous proposons toutefois à Monsieur le Préfet de Vaucluse d’informer les membres du CODERST des propositions de l’inspection, dans le cadre d’une prochaine réunion.

L’inspectrice de l’environnement,

**PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
RÉGLEMENTANT LA REPRISE DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ MÄDER
COMPOSITES FRANCE À LA SUITE DE L'INCENDIE SURVENU LE 15 JUIN
2017 AU SEIN DE SON ÉTABLISSEMENT DE SORGUES**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 511-1, L.181-14, R.181-45 et R.512-69 ;

VU l'arrêté préfectoral n°SI 2008-06-04-0030-PREF du 4 juin 2008 autorisant la société CRAY VALLEY à exploiter une usine de production de résines pour les peintures industrielles située 145 avenue des Frères Lumières sur la commune de Sorgues,

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 9 février 2010 à la société Mäder Composites France,

VU le courrier de la société Mäder Composites France en date du 21 juin 2017,

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 22 juin 2017,

CONSIDÉRANT l'incendie survenu le 17 juin 2017 sur la zone de stockage extérieure Nord de l'établissement Mäder Composites France à Sorgues ;

CONSIDÉRANT la destruction totale de la zone de stockage incendiée ;

CONSIDÉRANT que depuis l'incendie les installations de production sont totalement à l'arrêt ;

CONSIDÉRANT les dispositions prévues par l'exploitant pour le redémarrage de ses installations, et détaillées dans son courrier du 21 juin 2017 susvisé, notamment concernant :

- les contrôles et les tests qu'il a réalisés ou envisage de réaliser afin de s'assurer de la disponibilité et du bon fonctionnement des équipements (dont les équipements de sécurité), ainsi que des moyens de détection et de défense incendie ;
- les dispositions envisagées pour pallier l'indisponibilité temporaire du stockage extérieur Nord ;
- les dispositions envisagées pour le stockage des rebuts de fabrication de l'atelier E identiques à ceux présumés à l'origine de l'incendie ;

CONSIDÉRANT que ces dispositions sont de nature à garantir le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que des eaux d'extinction sont susceptibles d'avoir été déversées dans le bassin d'infiltration de la ZI du Fournalet ;

CONSIDÉRANT enfin qu'il convient d'évaluer l'impact environnemental éventuel de l'incendie ;

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

ARRÊTE

Article 1 : Rapport d'accident

Un rapport d'accident conforme aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement est transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté. Il précise notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 2 : Gestion des eaux d'extinction et des déchets liés au sinistre

Les eaux d'extinction et les déchets produits par le sinistre sont évacués dans les meilleurs délais vers des installations de traitement autorisées à les recevoir ; l'exploitant justifie de leur évacuation.

Article 3 : Élimination des rebuts de fabrication stockés près du bâtiment de l'atelier E

Les containers contenant les rebuts de fabrication de l'atelier E (début et fin de filtration), présumés à l'origine de l'incendie, sont évacués, dans un délai n'excédant pas cinq jours à compter de la notification du présent arrêté, vers une installation de traitement autorisée à les recevoir ; l'exploitant justifie de leur évacuation.

Article 4 : Modalités de redémarrage des installations de production

L'exploitant respecte les dispositions prévues dans son courrier du 21 juin 2017 susvisé pour le redémarrage de ses installations de production, et notamment :

- les rebuts de fabrication insaturés générés par l'atelier E, et identiques à ceux présumés à l'origine de l'incendie, sont conditionnés dans des fûts métalliques de 200 L stockés dans l'atelier E climatisé. Ils sont évacués pour élimination à l'extérieur, au fur et à mesure de leur remplissage ;

- dans l'attente de la réfection de l'aire de stockage extérieure Nord :
 - les matières premières conditionnées sont stockées sur l'aire de stockage extérieure Est, dans la limite de 200 m³ de produits inflammables stockés au total sur l'aire ;
 - les produits finis conditionnés sont stockés dans l'entrepôt L, dans la limite de 210 tonnes de produits inflammables stockés au total au sein de l'entrepôt ;
- la zone de stockage extérieure Est fait l'objet d'une surveillance permanente (pendant et hors périodes d'activité) en cas de température extérieure supérieure à 30 °C. Cette surveillance consiste en une inspection visuelle au minimum une fois par poste et lors des rondes effectuées par la société de gardiennage. Cette inspection est complétée par un contrôle de la température des fûts et containers à l'aide d'un thermomètre laser. Les contrôles de température font l'objet d'un enregistrement sur un registre informatique ou papier, tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 5 : Investigations relatives à l'impact environnemental éventuel du sinistre

L'exploitant détermine la nature des produits de décomposition et de dégradation susceptibles d'avoir été émis dans les eaux d'extinction, compte tenu de la nature des produits impliqués dans le sinistre et contenus dans les agents d'extinction de l'incendie.

Dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la notification du présent arrêté, les eaux d'extinction collectées dans le bassin interne, les eaux pompées au fond du bassin d'infiltration de la ZI, ainsi que les eaux souterraines au niveau de chacun des piézomètres implantés sur le site font l'objet d'une caractérisation physico-chimique sur la base des substances pertinentes identifiées conformément à l'alinéa 1 du présent article. Les résultats d'analyses, accompagnés des commentaires de l'exploitant, sont adressés à l'Inspection des installations classées, dès réception.

Dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un diagnostic de l'état des sols du fond du bassin d'infiltration de la ZI. Ce diagnostic est réalisé à partir de prélèvements appropriés en nombre et en cohérence avec la nature des produits identifiés, conformément à l'alinéa 1 du présent article.

Dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître à l'Inspection des installations classées, les dispositions qu'il envisage afin d'évaluer l'impact environnemental des fumées générées lors de l'incendie.